
La mise en carte des forêts grecques - Un instantané dans la crise

Eleni Panagouli*¹ and Joël Boulier

¹Université Paris Nanterre - Département de Géographie – Université Paris I - Panthéon-Sorbonne – France

Résumé

A l'ère de l'anthropocène, la crise climatique globale s'imbrique avec d'autres crises globalisées de plus en plus accélérées : économiques, politiques, sanitaires. De ce fait, d'autres priorités sont mises en avant, relativisant l'urgence de l'action en réponse à la crise climatique. Notre communication présentera les implications de la transformation du système de délimitation et de statut des forêts grecques impulsée par la crise écologique mais aussi politico-économique des années 2010. En conséquence de cette crise de la dette publique grecque, l'Etat grec s'est engagé, auprès de ses créanciers internationaux, à réaliser des réformes économiques et structurelles.

Parmi les mesures phares, l'Etat grec s'est engagé à la création d'un cadastre national considéré comme vecteur de relance économique qui s'appuierait sur l'état des propriétés et usages du sol dans le pays. Dans cette perspective, la forêt grecque se retrouve sous les projecteurs de ces engagements, dans la mesure où son enregistrement est le préalable de toute régularisation foncière.

Ce contexte de crise s'inscrit alors dans un cadre de politiques forestières préexistant. D'un côté, le cadre juridique strict est appliqué de façon volontaire et contribue à la préservation des vastes étendues. Le statut public des forêts, très majoritaire en Grèce, permet la pérennité des usages agroforestiers, notamment de pastoralisme, jusqu'à cinq fois plus rentable que la sylviculture elle-même.

D'un autre côté, la politique forestière grecque admet une forme de tolérance, *l'usurpation*, qui définit les entorses au principe général et permet une certaine exploitation spéculative des terres forestières ; surtout grâce à certaines possibilités de non-enregistrement des occupations du sol et de la propriété.

Notre enquête (1) interroge les transitions auprès des acteurs de l'administration et les spécialistes des forêts face à la réforme de cartographie des forêts lancée en 2016. Elle s'appuie sur des entretiens et des données des premières cartes forestières pour éclairer comment les forestiers *repensent la forêt*.

Les attitudes face à cette réforme brutale sous la pression étrangère varient. D'un côté, les forestiers pensent que cette pression était un " choc curatif ", nécessaire pour la réalisation des demandes chroniques de l'administration forestière. De l'autre côté, ils la trouvent comme

*Intervenant

une source d'accumulation de failles techniques et politiques qui contribueront à un nouveau cycle de faits accomplis

Par ailleurs, la masse des oppositions des habitants met les forestiers de terrain en difficulté car les chiffres montrent un solide équilibre entre défrichages et reboisements spontanés. Il est difficile de tenir un discours protecteur trop prononcé ou alarmiste, tout en étant exposés directement à la pression publique et aux recours. Seulement, ces réflexions individuelles ne se retrouvent pas vraiment sur l'*agora* et génèrent un mouvement de réflexion souterraine.

De plus, deux axes antinomiques parcourent leur profession. D'un côté, ils jouent le rôle de " *robins des bois* " avec une pratique hyper protectrice et expansionniste du statut de terre forestière. Mais en même temps, ils ont de fait une latitude limitée en matière de gestion écologique et économique. Ils estiment *perdre* leur temps sur des petits litiges et s'éloignent de la gestion, productive comme écologique.

Enfin, la profession de terrain est affectée par le manque de coopération et l'enfermement dans une politique formaliste de la forêt et l'absence d'une vision plus dynamique qui favoriserait la coopération avec les aménageurs et une politique territorialisée.

(1) L'article présente les résultats du projet de recherche : Forest maps "in process". The social construction of environmental regimes, financé par le Hellenic Foundation for Research and Innovation-General Secretariat for Research and Technology.

Mots-Clés: forêt, Grèce, cartographie, cadastre, forestiers, domanialisation, acteurs, objection, coconstruction